

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER
DE LA CSSF

N°90

Juillet 2008



RESSOURCES HUMAINES

■ RECRUTEMENT

Dans le cadre du renforcement des effectifs de la CSSF et suite aux récents examens-concours, sept employés ont rejoint le 1^{er} juillet 2008 les services de la CSSF qui compte désormais 299 agents, dont 158 hommes et 141 femmes. Ils ont été affectés aux services suivants :

Service Surveillance des Banques

Annick DENNEWALD
Thomas WEBER

Service Surveillance des OPC

Yves FISCHBACH

Service Surveillance des Autres Professionnels du Secteur Financier

Céline GAMOT

Secrétariat Général

Danijela STOJKOVIC

Service Surveillance des Marchés d'actifs financiers

Paul LEPAGE

Service Surveillance Informatique et des PSF de support

Laurent DOHN

STATISTIQUES

■ BANQUES

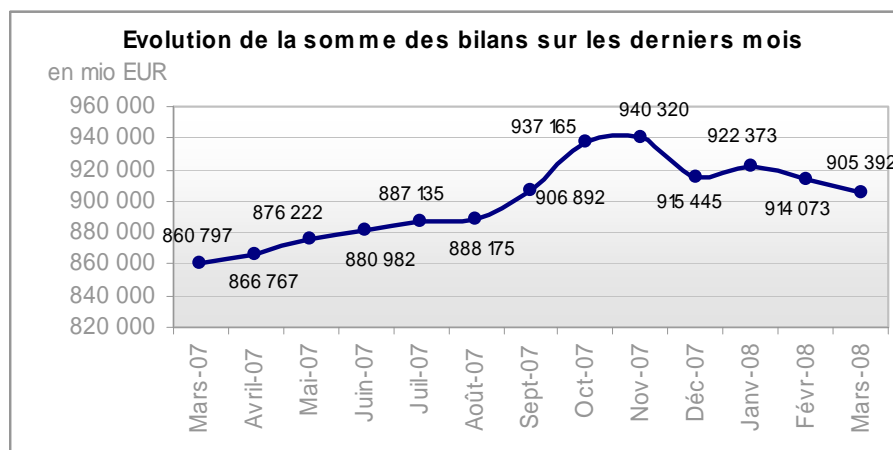
Changements dans le calcul de la somme des bilans des banques

Depuis le 1^{er} janvier 2008, les établissements de crédit doivent rapporter leurs bilans et comptes de profits et pertes d'après le schéma européen harmonisé FINREP, basé sur les normes comptables IFRS. L'introduction d'un nouveau reporting, utilisant de surcroît un nouveau référentiel comptable, est toujours une opération délicate qui entraîne inévitablement des difficultés et retards dans l'établissement des états financiers.

S'y ajoutent encore des changements majeurs au niveau technique pour ce qui est du reporting électronique, qui sert de base aux publications des chiffres par la CSSF. Ces changements concernent autant le format électronique à utiliser (passage à XBRL) que les canaux de transmission utilisés (e-file et SOFiE).

Consciente des efforts requis, la CSSF avait accordé aux banques des délais plus importants pour la remise des états financiers sous format électronique (30 jours au lieu de 15 à 20 jours suivant le type de tableau) jusqu'au 30 juin 2008 inclus. Les statistiques de janvier à mars 2008 ont pu être rattrapées entre-temps. Actuellement, les problèmes d'envergure ont été résolus, et la CSSF estime qu' à partir d'août 2008, les statistiques pourront à nouveau être publiées dans les délais habituels.

Suite à l'arrêt des activités de la Banca Antonveneta S.p.A., succursale de Luxembourg et à la fusion de Capitalia Luxembourg S.A. avec UniCredit International Bank (Luxembourg) S.A. le 1^{er} juillet 2008, le nombre de banques inscrites sur la liste officielle s'élève à 153 unités.



■ PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Diminution importante de la somme des bilans des PSF au 31 mai 2008

Au 31 mai 2008, la somme des bilans de l'ensemble des PSF (241 entités en activité à cette date) s'est élevée à EUR 57,010 milliards contre EUR 61,340 milliards au mois précédent (236 entreprises en activité), soit une diminution de 7,06% sur une période d'un mois. La diminution de la somme des bilans en question est en grande partie attribuable à la réduction du volume d'activité d'une entité qui est active en matière de prêt de titres.

Le résultat net provisoire des 241 acteurs financiers s'est établi au 31 mai 2008 à EUR 285,36 millions contre EUR 220,79 millions au 30 avril 2008, ce qui constitue une amélioration de 29,24% du résultat global de l'ensemble des PSF pendant le mois de mai 2008.

■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

Agrément de deux nouvelles sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR)

Depuis la publication de la dernière Newsletter, deux nouvelles SICAR ont été inscrites sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR).

Suite au retrait de Solidus Partners S.C.A. et Redline Capital Partners Sicar S.A., le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle est resté inchangé à 199 unités au 14 juillet 2008.

Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'est élevé à 18 unités au 30 juin 2008 comparé à 17 unités au 31 décembre 2007.

Au 30 juin 2008, 13 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) sont inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

Le nombre des professionnels agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005 s'est élevé à 12 au 30 juin 2008.

■ ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE MAI 2008

I. Situation globale

Au 31 mai 2008, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 1.996,959 milliards contre EUR 1.964,076 milliards au 30 avril 2008, soit une augmentation de 1,67% par rapport au mois d'avril 2008. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en régression de 1,37%.

L'augmentation de 1,67% des actifs nets des OPC luxembourgeois au mois de mai se répartit en une augmentation de 0,87% due à l'impact des marchés financiers et une augmentation de 0,80% provenant de l'investissement net en capital.

En ce qui concerne l'impact des marchés financiers sur le total des actifs nets des OPC luxembourgeois, on peut constater que pour le mois de mai, ce sont principalement les marchés d'actions qui sont à l'origine de l'impact positif des marchés financiers sur les actifs nets des OPC luxembourgeois.

En Europe, malgré une évolution hétérogène des données conjoncturelles pour différents pays européens et la perte de pouvoir d'achat des consommateurs européens en raison de la forte montée des taux d'inflation, les OPC à actions européennes ont gagné au mois de mai en moyenne 1,61% en valeur par rapport à leurs actifs nets du mois d'avril.

Pour les Etats-Unis, on peut observer que pour le mois de mai, des données positives sur la conjoncture américaine ainsi que l'évolution favorable de certaines branches, comme par exemple le secteur technologique, ont surcompensé les problèmes d'inflation en relation avec les prix record du pétrole de même que les problèmes dans le secteur financier américain. Ainsi, les OPC à actions américaines ont enregistré au mois de mai une augmentation moyenne de 2,67% de leurs actifs nets par rapport au mois d'avril.

Au Japon, un taux d'inflation faible, des résultats d'entreprises convaincants pour le premier trimestre et un niveau d'exportation stable vers les pays d'Asie et d'Europe ont poussé à la hausse le marché des actions japonaises. Ainsi, les actifs nets des OPC à actions japonaises ont augmenté en moyenne de 3,01% au mois de mai.

Les OPC à actions de l'Europe de l'Est ont réalisé au mois de mai une augmentation moyenne de leurs actifs nets de 10,43%. Cette augmentation est due principalement à la forte montée des prix de pétrole dont profitent les entreprises de pétrole et de gaz en Russie.

De même, en Amérique latine, les entreprises ont continué de profiter du niveau élevé des prix des matières premières. En conséquence, les OPC à actions d'Amérique latine ont subi un impact positif des marchés en moyenne à hauteur de 7,59% des actifs nets par rapport au mois d'avril.

Les OPC à actions asiatiques par contre ont perdu au mois de mai 3,06% en valeur de leurs actifs nets par rapport au mois précédent. Cette perte est principalement due à la chute du marché chinois qui s'est infléchi étant donné le niveau record du prix de pétrole, une diminution des exportations vers les Etats-Unis et un taux d'inflation élevé affaiblissant le pouvoir d'achat interne et impliquant un durcissement de la politique monétaire.

Concernant les marchés obligataires en Europe, face à un taux d'inflation en Europe au-dessus des objectifs de la Banque Centrale Européenne et face à la certitude des investisseurs que l'inflation en Europe ne sera pas un phénomène de courte durée, les rendements des obligations d'Etat européennes ont augmenté et les OPC investissant en obligations libellées en EUR ont diminué de 0,81% en valeur par rapport aux actifs nets du mois d'avril.

STATISTIQUES

Parallèlement, aux Etats-Unis, la certitude pour les investisseurs qu'il n'y aura à court terme plus de baisse des taux d'intérêts ainsi que la montée du taux d'inflation ont fait pression sur les cours des obligations. Ainsi, les OPC à obligations libellées en USD ont diminué au mois de mai de 0,13% en valeur par rapport au mois précédent.

Pour les *corporate bonds*, des réductions de *spreads* ont été constatées pour le segment «Investment Grade». Pour le segment «High Yield», on a observé des effets de substitution de titres à *ratings* moins élevés vers des titres à *ratings* plus élevés. Ainsi, les OPC à obligations *High Yield* ont gagné 0,51% en valeur par rapport à leurs actifs nets du mois précédent.

En ce qui concerne l'investissement net en capital pour les OPC luxembourgeois pour le mois de mai 2008, on peut observer que pour les OPC à actions, uniquement les OPC à actions européennes ont dû prendre en compte des désinvestissements de 1,09% de leurs actifs nets par rapport au mois d'avril, tandis que toutes les autres catégories d'OPC à actions ont enregistré des émissions nettes positives.

Ainsi, les OPC à actions américaines et les OPC à actions japonaises ont subi des investissements nets de respectivement 0,34% et 1,33%. Concernant les pays émergents, les OPC à actions de l'Europe de l'Est, les OPC à actions asiatiques et les OPC à actions d'Amérique Latine ont enregistré des souscriptions nettes de respectivement 0,73%, 0,52%, et 2,24% de leurs actifs nets par rapport au mois précédent.

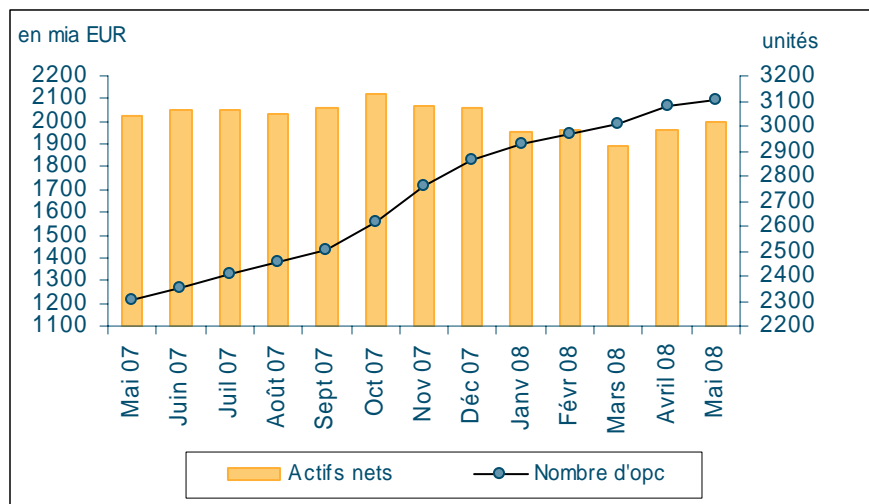
Concernant l'investissement net en OPC obligataires, les OPC à obligations libellées en Euro et les OPC à obligations du marché global ont enregistré au mois de mai des rachats nets de respectivement 0,47% et 0,55% par rapport à leurs actifs nets du mois précédent, tandis que les OPC à obligations libellées en USD ont enregistré des souscriptions nettes à hauteur de 1,35% de leurs actifs nets par rapport au mois d'avril.

Les OPC à instruments monétaires libellés en EUR ont enregistré au mois de mai des rachats nets de 0,70% de leurs actifs nets par rapport au mois précédent, tandis que les OPC à instruments monétaires libellés en USD ont enregistré des souscriptions nettes de 2,93%.

Les OPC à revenus diversifiés ont enregistré au mois de mai un investissement net de 1,04% et les *Funds of Funds* ont réalisé des émissions nettes à hauteur de 4,17% de leurs actifs nets par rapport au mois d'avril 2008.

C'est la catégorie des *Funds of Funds* qui a enregistré au mois de mai les émissions nettes les plus élevées, à hauteur d'EUR 5,556 milliards.

En résumé, au cours du mois de mai 2008, l'investissement net en capital s'est élevé à EUR 15,709 milliards. Par rapport au 31 décembre 2007, l'investissement net en capital s'élève à EUR 39,943 milliards.



STATISTIQUES

Le nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.105 par rapport à 3.083 le mois précédent. 1.846 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 10.457 compartiments. En y ajoutant les 1.259 entités à structure classique, un nombre total de 11.716 entités sont actives sur la place financière.

II. Ventilation des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et les FIS

Le tableau suivant montre le développement respectivement du nombre et des avoirs nets des OPC et des FIS.

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2006	1 469	1 516,540 €	552	249,916 €	217	78,394 €	2 238	1 844,850 €
31/01/2007	1 482	1 558,650 €	556	256,698 €	222	80,462 €	2 260	1 895,810 €
28/02/2007	1 490	1 568,660 €	561	259,029 €	227	81,018 €	2 278	1 908,707 €
31/03/2007	1 457	1 580,732 €	563	265,013 €	228	81,615 €	2 248	1 927,360 €
30/04/2007	1 461	1 613,851 €	571	269,882 €	244	83,263 €	2 276	1 966,996 €
31/05/2007	1 469	1 660,616 €	578	277,244 €	255	86,802 €	2 302	2 024,662 €
30/06/2007	1 492	1 675,029 €	584	283,491 €	276	88,502 €	2 352	2 047,022 €
31/07/2007	1 519	1 676,027 €	586	285,907 €	302	91,043 €	2 407	2 052,977 €
31/08/2007	1 538	1 649,820 €	585	288,727 €	337	96,757 €	2 460	2 035,304 €
30/09/2007	1 547	1 668,478 €	588	289,818 €	366	100,848 €	2 501	2 059,144 €
31/10/2007	1 599	1 713,963 €	608	297,171 €	411	112,385 €	2 618	2 123,519 €
30/11/2007	1 639	1 652,126 €	618	294,554 €	504	117,117 €	2 761	2 063,797 €
31/12/2007	1 653	1 645,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,107 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €
31/05/2008	1 736	1 566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3 105	1 996,959 €

REGLEMENTATION NATIONALE

Circulaire CSSF 08/359

Normes de qualité minimales à respecter par un mécanisme officiellement désigné pour le stockage centralisé des informations réglementées

L'objectif de la circulaire CSSF 08/359 est de déterminer les normes de qualité minimales qu'un mécanisme officiellement désigné pour le stockage centralisé d'informations réglementées tel qu'il est prévu à l'article 20 (2) de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières doit respecter.

Un tel mécanisme («Officially Appointed Mechanism» ou «OAM») a pour but de rassembler toutes les informations, périodiques et continues, que les émetteurs dont des valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé situé ou opérant dans l'Espace Economique Européen sont tenus de fournir en vertu de la loi susmentionnée afin de les mettre à la disposition du public. Parmi ces informations, que la loi qualifie d'ailleurs d'«informations

réglementées», figurent, notamment, les rapports financiers périodiques, les informations à fournir en matière de participations importantes et les informations privilégiées telles que définies à l'article 1(1) de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché.

La circulaire en question donne des précisions quant à la source des informations réglementées, quant aux modalités de dépôt de ces informations par les émetteurs, quant aux dispositions de sécurité des systèmes de l'OAM et quant à l'accès aux informations réglementées par les utilisateurs finaux.

Finalement, la circulaire rappelle que tout OAM luxembourgeois est désigné par voie de règlement grand-ducal.

REGLEMENTATION INTERNATIONALE

Publication de deux rapports du CEBS

Le Committee of European Banking Supervisors (CEBS) a publié fin juin 2008 deux rapports, un relatif à la valorisation d'instruments financiers complexes et illiquides et l'autre sur la transparence des banques en matière d'activités et de produits affectés par la crise récente des marchés.

Dans le premier rapport, le CEBS a publié ses observations sur les problèmes apparus en relation avec la valorisation d'instruments financiers complexes et illiquides. Le rapport met en évidence un certain nombre de sujets qui visent soit les banques, soit les organismes de normalisation en matière comptable et d'audit afin d'améliorer la fiabilité des valeurs attribuées à ces instruments.

L'analyse se concentre sur les aspects suivants en relation avec la valorisation d'instruments financiers :

- les défis en matière de valorisation d'instruments financiers complexes ou d'instruments pour lesquels il n'existe pas de marché actif ;
- la transparence en matière de pratiques et de méthodologies de valorisation ainsi que de l'incertitude y liée ; et
- l'audit d'estimations faites à la juste valeur.

Le CEBS a préparé ce document en réponse à une requête contenue dans la «Roadmap» de l'ECOFIN d'octobre 2007 sur la situation des marchés financiers.

Dans le deuxième rapport, le CEBS a publié les résultats d'une étude sur la transparence des banques en matière d'activités et d'instruments affectés par la crise récente des marchés. Cette étude a été effectuée en accord avec la requête prévue dans la «Roadmap» de l'ECOFIN d'octobre 2007 émise en réponse à la situation des marchés financiers.

Le CEBS a analysé les informations («disclosures») contenues dans l'annexe des comptes préparés par 22 grandes banques, dont 19 qui provenaient de l'UE, ceci dans le cadre des comptes publiés du dernier trimestre 2007 et des comptes annuels audités de 2007.

Ces observations ont permis d'identifier des informations («disclosures») que le CEBS considère comme étant particulièrement informatives et qui représentent de bonnes pratiques en matière d'informations («good disclosure practices») pour les activités affectées par la crise. Ces bonnes pratiques couvrent des informations sur le «business model», sur la gestion des risques, sur les expositions et leur impact, ainsi que sur les politiques en matière comptable et en matière de valorisation des instruments financiers.

Les deux rapports peuvent être consultés sur le site Internet du CEBS sous l'adresse suivante : <http://www.c-eps.org/publications/other> .

STATISTIQUES

■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHE REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

1. ACTIVITE D'APPROBATION

1.1. Demandes d'approbation

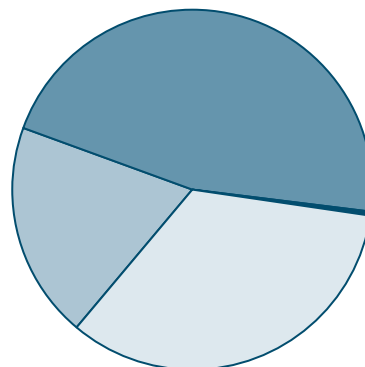
Pour le mois de juin 2008, un total de 225 demandes d'approbation a été déposé à la CSSF dont 104 prospectus, 44 prospectus de base, 1 document d'enregistrement et 76 suppléments.

Nombre de dossiers déposés de juin 2007 à juin 2008



Répartition des dossiers déposés au mois de juin 2008

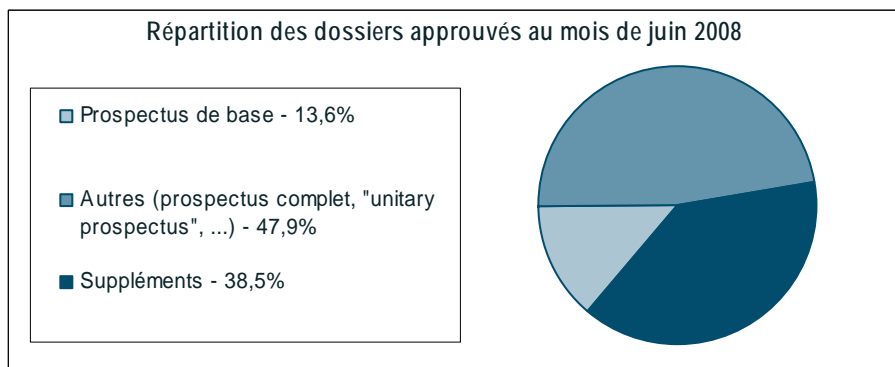
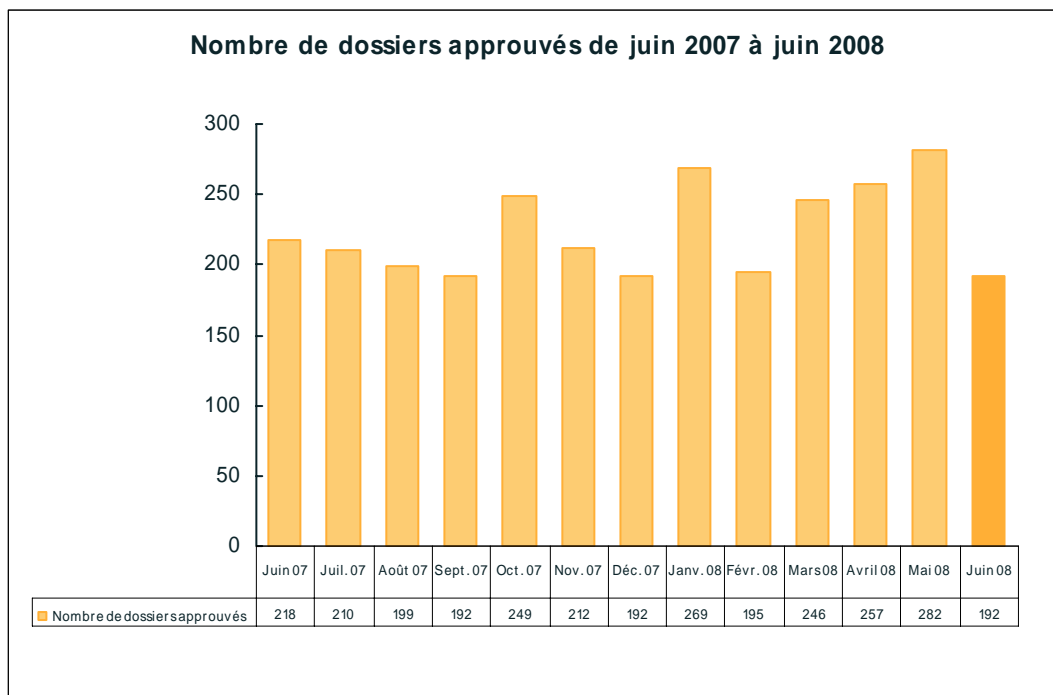
- Prospectus de base - 19,6%
- Autres (prospectus complet, "unitary prospectus", ...) - 46,2%
- Documents d'enregistrement - 0,4%
- Suppléments - 33,8%



STATISTIQUES

1.2. Documents approuvés

Pour le mois de juin 2008, un total de 192 documents a été approuvé par la CSSF dont 92 prospectus, 26 prospectus de base et 74 suppléments.

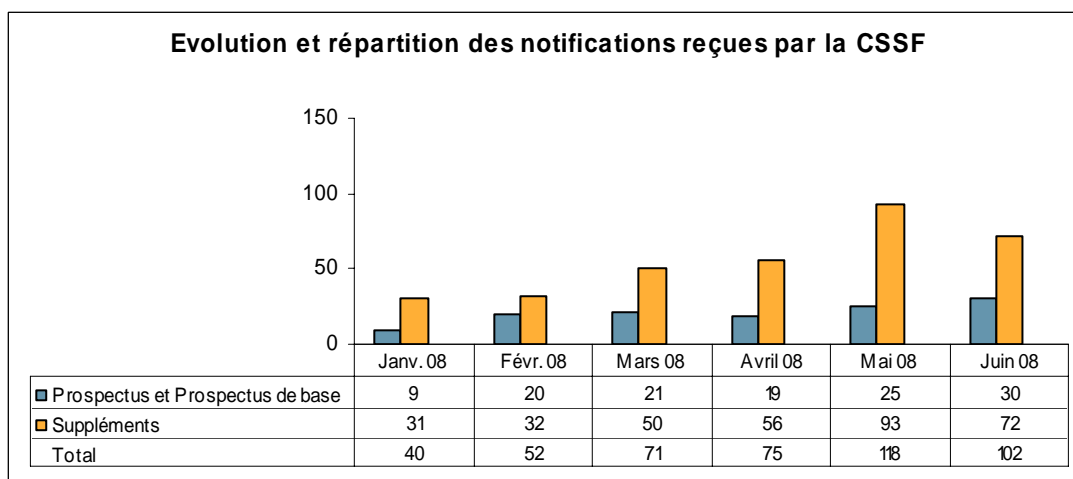
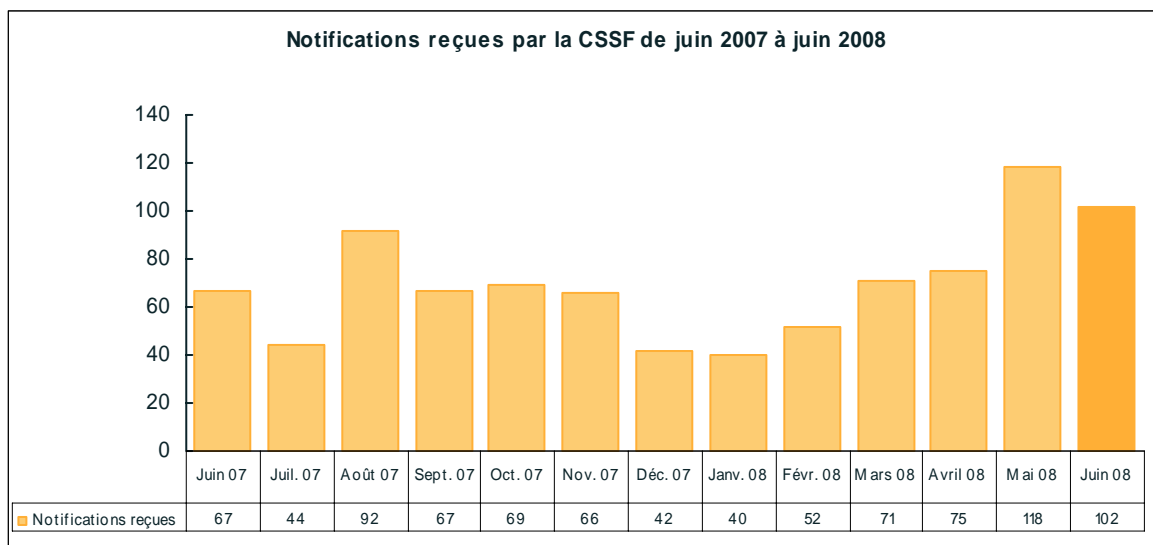


2. ACTIVITE DE NOTIFICATION

2.1. Notifications reçues par la CSSF

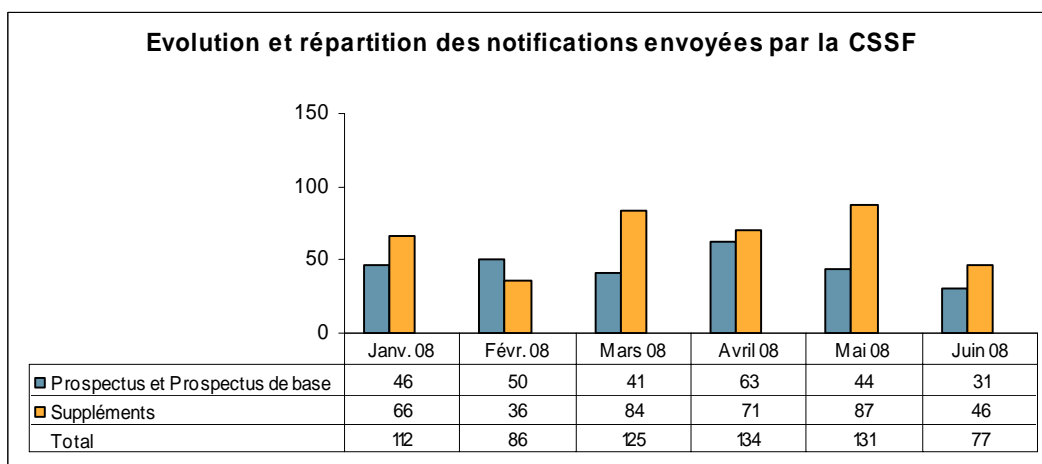
Pour le mois de juin 2008, la CSSF a reçu 102 notifications (relatives à 30 prospectus et prospectus de base et à 72 suppléments) en provenance des autorités compétentes de plusieurs Etats membres de l'Union européenne.

STATISTIQUES



2.2. Notifications envoyées par la CSSF

Pour le mois de juin 2008, la CSSF a envoyé des notifications pour 77 documents* (31 prospectus et prospectus de base et 46 suppléments) approuvés par ses soins vers les autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne.



* Ce chiffre correspond au nombre de documents pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

COMMUNIQUE DE PRESSE

■ MEMORANDUM OF UNDERSTANDING (MOU)

La CSSF a publié le Protocole d'accord relatif à la coopération entre les autorités de surveillance financière, les banques centrales et les ministères des Finances de l'Union Européenne en matière de stabilité financière transfrontalière sur son site Internet à l'adresse suivante : www.cssf.lu, rubrique "Documents internationaux", "[Memorandum of Understanding](#)" (en anglais seulement).

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Retraits :

Banca Antonveneta S.p.A., succursale de Luxembourg

Arrêt des activités le 30 juin 2008.

Capitalia Luxembourg S.A.

Fusion avec UniCredit International Bank (Luxembourg) S.A. le 1^{er} juillet 2008.

Changements d'adresse :

Garanti Bank (succursale de Luxembourg)

7, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

Svenska Handelsbanken S.A. et Svenska Handelsbanken (succursale de Luxembourg)

15, rue Bender, L-1229 Luxembourg

■ LISTE DES AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouvelles autorisations :

ABERDEEN GLOBAL SERVICES S.A.

Bâtiment Dolce D2, 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
Autorisation ministérielle du 5 mai 2008.

ACCENTURE (LUXEMBOURG) S.à R.L.

46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
Autorisation ministérielle du 30 juin 2008.

ADVANTAGE FINANCIAL S.A.

5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
Autorisation ministérielle du 13 juin 2008.

ALTERNATIVE ADVISERS S.A.

11, Place Saints Pierre et Paul, L-2334 Luxembourg
Autorisation ministérielle du 19 juin 2008.

ANPHIKO ASSET MANAGEMENT S.A.

100, rue de la Gare, L-8325 Capellen
Autorisation ministérielle du 13 juin 2008.

LISTES OFFICIELLES

ARKAI LUXEMBOURG S.A.

11, rue Zithe, L-2763 Luxembourg
Autorisation ministérielle du 16 juin 2008.

DAMOVO MANAGED SERVICES LUXEMBOURG S. à R.L.

2, Kofferschmattgaessel, L-6742 Grevenmacher
Autorisation ministérielle du 30 juin 2008.

EASI S.A.

55, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg
Autorisation ministérielle du 5 juin 2008.

MERCURIA SERVICES S.A.

8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg
Autorisation ministérielle du 16 juin 2008.

PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG) S.à R.L.

55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg
Autorisation ministérielle du 17 juin 2008.

PROFIDA LUXEMBOURG S.A.

31-33, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg
Autorisation ministérielle du 16 juin 2008.

SGG CORPORATE SERVICES S.A.

8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg
Autorisation ministérielle du 16 juin 2008.

SUPERFUND ASSET MANAGEMENT GmbH, Vienne (Autriche), succursale de Luxembourg

11, rue Beck, L-1222 Luxembourg
Début des activités le 2 juin 2008.

Retrait :

MERCURIA SERVICES S.A.

Date effective : 17 juin 2008 - dissolution lors de la scission

Changement de dénomination et d'adresse :

FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A. est devenu

FIL (LUXEMBOURG) S.A.

2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

Changement de dénomination :

INTRUMA ADMINISTRATIONS (LUXEMBOURG) S. à R.L. est devenu

INTRUMA CORPORATE SERVICES S.à R.L.

Changement d'adresse :

FUND ADMINISTRATION SERVICES & TECHNOLOGY NETWORK (LUXEMBOURG) S.A.

en abrégé « **FASTNET** »

31, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION

Changements d'adresse :

DF INVESTMENTS S.A.

22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg

MERCURIA MANAGEMENT COMPANY S.A.

19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg-Hamm

SWISS LIFE FUNDS (LUX) MANAGEMENT COMPANY

33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

■ LISTE DES ORGANISMES DE TITRISATION

Changement d'adresse :

SACHSENLUX S.A.

2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

■ LISTE DES SICAR

Nouvelles sociétés :

AXA MEZZANINE II S.A., SICAR

6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

REDSQUARE PRIVATE EQUITY SICAR S.à R.L.

35A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Retraits :

REDLINE CAPITAL PARTNERS SICAR S.A.

SOLIDUS PARTNERS S.C.A.

Changement d'adresse :

GAMMA III S.C.A., SICAR

22, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le mois de mai 2008 de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois

Inscriptions

1) OPC partie I :

- ALLIANZ GLOBAL INVESTORS ISLAMIC FUND, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- BN & P, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- BV GLOBAL BALANCE FONDS, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- BW-CASHPLUS, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- CB FUND, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST INSTITUTIONAL CASH PLUS USD, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- COMINVEST ROHSTOFF SAFE KICK 5/2013, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- DEKA-EUROGARANT 4, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- EASYETF ITRAXX® EUROPE MAIN, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- HAIG GLOBAL CONCEPT FONDS, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- OPTI CASH, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- PATRIARCH CLASSIC, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- PROFUND GLOBAL INCOME, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: BEST OF ASSETS (2014), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- WVVB, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen

2) OPC partie II :

- BREVIK FUND, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- KA3 MULTI ASSET PLUS, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- NOMURA MULTI CURRENCY ATTRACTIVE DIVIDEND JAPAN STOCK FUND, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- STRATEGISCHE VERMÖGENSMANAGEMENT OP, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- UBS (LUX) REAL ESTATE FUNDS SELECTION, 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

3) FIS :

- ADONNE FINANCE, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- APHILION SIF, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- DEXIA SPECIALISED FUND, 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- DYNAMIC DECISIONS SICAV-SIF, 8, rue de la Grève, L-1643 Luxembourg
- EMERGENT PRO ALIA FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- EUROPEAN VALUE PARTNERS FCP-SIF, 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg
- FAMAURY, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- FFTW FOCUSED STRATEGIES FUNDS, 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- H & A LUX PARTNERS AIP FIS, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- HAIG UVV SELECT - FIS, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- LIFE PLUS FUNDS FCP-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- MONT BLANC SPECIALIZED INVESTMENT FUND, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
- NAOS FUND SIF, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
- N-VEST FUND, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- ONGOING INTERNATIONAL, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- REDLINE CAPITAL PARTNERS, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- SOLID TREES INVESTMENT FUND, 76-78, Grand-rue, L-1660 Luxembourg
- WERDOHL FUND, 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg

Retraits

1) OPC partie I :

- COMINVEST EUROPA INVEST 5/2008, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- DEKA-WORLDBGARANT 1/2008, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DELPHI FUND, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- DEXIA SUSTAINABLE L, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- DWS ALPHA FUND USD, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- H-PORT, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- MULTI STYLE - HERCULES, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- MULTI STYLE - MERCURIUS, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- MULTI STYLE - MINERVA, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- MULTI STYLE - NEPTUN, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- MULTI STYLE - PLUTO, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- MULTI STYLE - VESTA, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

2) OPC partie II :

- CERA INVEST, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- HSH N SICAV, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach

3) FIS :

- EUROPEAN BALANCED PROPERTY FUND, 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg
- LEU QI FUND, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **153** (1^{er} juillet 2008)
Somme de bilans : **EUR 905,392 milliards** (31 mars 2008)
Résultat avant provision : **EUR 1,246 milliards** (31 mars 2008)
Emploi : **26 140 personnes** (31 décembre 2007)

Nombre d'OPC : **3 155** (14 juillet 2008)
dont 716 fonds d'investissement spécialisés (FIS)
Patrimoine global : **EUR 1 996,959 milliards** (31 mai 2008)

Nombre de SICAR : **199** (14 juillet 2008)

Nombre de fonds de pension : **13** (30 juin 2008)

Nombre de sociétés de gestion : **185** (14 juillet 2008)
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Emploi : **2 369 personnes** (31 mars 2008)

Nombre de PSF : **252** (30 juin 2008)
Somme de bilans : **EUR 57,010 milliards** (31 mai 2008)
Résultat net provisoire : **EUR 285,36 millions** (31 mai 2008)
Emploi : **12 818 personnes** (31 mars 2008)

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **18** (30 juin 2008)

Emploi total dans les établissements surveillés : **36 749 personnes** (31 décembre 2006)
Emploi total dans les établissements surveillés : **39 780 personnes** (30 septembre 2007)
Emploi total dans les établissements surveillés : **40 662 personnes** (31 décembre 2007)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF
110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG
Tél. : (+352) 26 251 237 / 327
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu